



Karim Younes, médiateur de la République

La mission de l'instance est de proposer «des mesures pour éliminer la bureaucratie»

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5023 - Jeudi 5 mars 2020 - Prix : 10 DA

Conférence conjointe Boukadoum-MAE espagnole  
L'Algérie et l'Espagne «n'ont pas de problème» dans la fixation de leurs frontières maritimes

Page 3

Affaires de montage automobile et financement de la campagne électorale

## Révélation, dénis d'accusations et pluie de milliards

● Tribunal Sidi M'hamed : ouverture du procès de Karim Tabbou

Page 2

### A la Californie reviendra le dernier mot

Par Mohamed Habili

Sur les 14 Etats concernés par le Super Mardi dans la course à la nomination démocrate, Joe Biden, l'ancien vice-président de Barack Obama, en a remporté 9, et Bernie Sanders, le sénateur du Vermont, 3 seulement, tandis que dans deux autres, les dépouillements sont loin de se terminer à l'heure où ces lignes sont écrites. A s'en tenir à ce seul score, on serait tenté d'en conclure que la messe est dite. Et d'une façon qui n'est pas celle à laquelle on était en droit de s'attendre sur la foi des trois premières primaires, mais tout autant des sondages nationaux qui tous se sont mis à donner l'avantage à Bernie Sanders, alors que c'est à son principal rival qu'ils l'accordaient auparavant. La grande victoire de Joe Biden dans la Caroline du sud, la quatrième étape dans cette longue compétition, qui ne prendra fin qu'en juillet, et le premier Etat à compter une forte communauté noire, l'avait déjà remis en bonne place dans une course qui avait commencé très mal pour lui. La même primaire mais qui se serait tenue non pas avant le Super Mardi, c'est-à-dire le 3 mars, mais après lui, n'aurait pas produit les mêmes effets salutaires pour lui. La seule victoire qu'il ait été assuré de remporter est intervenue au bon moment pour relancer vigoureusement une campagne en train de déperir. Ses partisans n'hésitent pas maintenant à parler de résurrection, un mot fort, peut-être même excessif, mais sans doute le seul à pouvoir rendre le désespoir qui les travaillait avant que cette victoire ne se produise, et ne les en délivre.

Suite en page 3

### Il plaide pour une «presse professionnelle responsable»

# Belhimer s'engage à restructurer un secteur en état «cataclysmique»



Ph/D. R.

Le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, a attesté de la volonté des autorités de réorganiser, sur des bases solides, le secteur de la presse en proie à une situation «cataclysmique» qui ressemble «à un champ de ruines et de mines».

Lire page 3

Nâama

## Plus de 11 quintaux de kif traité saisis

Page 24

Musique au Centre culturel italien d'Alger

## «Le chant libre des étoiles méditerranéennes» bientôt présenté

Page 13

L'Algérie enregistre quatre nouveaux cas de la même famille à Blida

# Coronavirus : état d'alerte en évitant l'alarmisme

■ Hier après-midi, outre un premier cas présenté par un ressortissant italien, onze cas confirmés chez une même famille à Blida établissent le décompte du coronavirus en Algérie. Les pouvoirs publics, tout en se mettant en état d'alerte en préconisant un dispositif spécifique pour l'affronter, insistent sur l'impératif d'éviter l'alarmisme.

Par Louiza Ait Ramdane

Le nombre de cas de coronavirus enregistrés en Algérie est passé hier soir à douze, avec quatre nouveaux membres de la même famille à Blida affectés par le virus, a annoncé le ministère de la Santé et de la Population. Ces nouveaux cas «ont été enregistrés dans la même famille pour atteindre un total de huit cas confirmés», indique le ministère dans un communiqué, précisant que «l'enquête épidémiologique se poursuit pour retrouver et identifier toutes les personnes qui étaient en contact avec le ressortissant algérien et sa fille, tous deux résidant en France».

Pour rappel, les deux premières personnes, une femme de 53 ans et sa fille âgée de 24 ans, porteurs sains, ont été confirmées positives au coronavirus dimanche dernier par le Laboratoire national de référence de l'Institut Pasteur d'Algérie.

Le ministère rappelle que le dispositif de veille et d'alerte mis en place demeure en vigueur et la mobilisation des équipes de santé reste à son plus haut niveau.

Le ministère de la Santé souligne en outre la nécessité du strict respect des mesures préventives, consistant notamment à se laver les mains à l'eau et au savon ou une solution hydro-alcoolique. Le département de Abderrahmane Benbouzid, ajoute qu'en cas de toux ou d'éternuement, se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou un mouchoir en papier à usage unique, s'en débarrasser immédiatement après utilisation et se laver les mains.

Si la propagation du virus apparu en Chine est spectaculaire, les mesures de confinement et de prévention ont rapidement été mises en place en Algérie bien avant la note de l'OMS.

L'alarmisme n'est pas de mise, surtout lorsque l'on compare ce coronavirus à la grippe saisonnière qui fait plus de victimes dans le monde. Les mesures de prévention restent le moyen le plus sûr pour éviter la contamination. Ainsi, les spécialistes de la santé appellent à l'application des mesures préventives, à savoir le lavage fréquent des mains, à même de réduire la propagation du coronavirus. Ils insistent également sur l'impératif de respecter les mesures préventives recommandées par le ministère de la Santé, à savoir le lavage fréquent des mains à l'eau et au savon, ou par friction avec une solution hydro-alcoolique, et l'utilisation de mouchoirs en papier en cas de toux et d'éternuement, conseillant qu'en l'absence de mouchoirs



Ph.D. R.

en papier, il est recommandé de tousser dans le creux du coude pour éviter toute transmission des virus de la grippe saisonnière ou du coronavirus, dont les symptômes sont semblables au départ. Il est aussi préférable d'éviter le contact physique direct avec les gens par mesure

de précaution, notamment de toucher la main ou faire la bise. Ils appellent aussi toutes les personnes présentant des symptômes grippaux, à l'instar de courbatures, maux de tête, écoulement nasal, toux ou essoufflement, à consulter rapidement un médecin ou appeler le numéro

3030 avant le développement de ces symptômes en complications, à savoir des douleurs abdominales et une diarrhée. A cette occasion, ils appellent tous les citoyens à retarder leurs voyages vers les pays qui connaissent une forte propagation du virus, d'autant que les

experts et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne sont toujours pas parvenus à reconnaître la nature du virus et pendant ce temps le virus continue sa propagation dans plusieurs régions du monde.

L. A. R.

Affaires de montage automobile et financement de la campagne électorale

## Révélation, dénis d'accusations et pluie de milliards

Les accusés dans les deux affaires du moment, à savoir celle du montage automobile et financement de la campagne électorale, continuent de nier et rejeter toutes les accusations portées contre eux, chose qui va prolonger encore les auditions et le procès. Le procès en appel s'est poursuivi hier à la cour d'Alger, avec l'audition des personnes morales, les parties civiles et la défense des accusés. Pour ce 4<sup>e</sup> jour consécutif d'audition, le juge a interrogé le concessionnaire automobile Abderrahmane Achaïbou et celui de Emin Auto. Le président du conseil d'administration du groupe Elsecom automobile, Abderrahmane Achaïbou, a en premier lieu rejeté toutes les accusations portées contre lui et surtout ouvertement accusé l'ex-ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb, qui est en fuite, de lui avoir indirectement demandé un pot-de-vin pour lui débloquer ses projets liés au montage automobile et au renouvellement de ses agréments de concessionnaire. «Il m'a réclamé 15 milliards de centimes», a-t-il dénoncé. En effet, questionné par le juge, Achaïbou a indiqué qu'il a 42 ans d'expérience dans le domaine, et malgré cela il a été méprisé par l'ancien ministre de l'Industrie

Abdesslem Bouchouareb. «Mes sociétés d'importation et d'installation ont été gelées, le Premier ministre Sellal m'a avoué qu'il n'était pas en mesure de faire face à Bouchouareb». Il a dit «Lah Ghaleb, je ne peux rien faire à Bouchouareb». «Tout ça lui a causé des pertes estimées à 40 milliards de centimes», a-t-il ajouté. Le plus étonnant selon Achaïbou, c'est qu'on n'a même pas répondu à sa demande, ni positivement ni négativement. «Je n'ai pas su où aller». Poursuivant ses accusations contre Bouchouareb, il a indiqué que c'est lui qui l'a bloqué depuis son arrivée en 2014. «Lorsqu'ils ont établi le cahier des charges en 2016, ils l'ont envoyé à tout le monde sauf à nous, le seul ministre qui nous a répondu c'était Sellal, mais il n'a pu rien faire», a-t-il fait savoir. «Nous avons créé la société Isuzu avec 10 milliards de centimes et avons attendu 2 ans. Ils nous ont signifié que notre dossier était complet mais Bouchouareb refusait de nous donner les décisions». Selon lui, Bouchouareb a géré le secrétariat comme si c'était sa propriété privée. Son frère, Abdelhamid a aussi accusé Bouchouareb de lui avoir enlevé la marque Kia pour l'offrir à Hassan Larbaoui à Batna. «Ce n'est que plus tard que Amine Tira nous a reçus

pour nous rassurer que notre dossier sera accepté». Mardi, la première chambre pénale près la cour d'Alger avait poursuivi les audiences dans le cadre du procès en appel des accusés impliqués dans les deux affaires, dont d'anciens cadres du ministère de l'Industrie, des hommes d'affaires et des membres de la direction de campagne électorale de l'ancien président et candidat, Abdelaziz Bouteflika.

### Tribunal Sidi M'hamed : ouverture du procès de Karim Tabbou

Lors de son procès hier, le militant et porte-parole de l'Union démocratique et sociale (UDS, non agréée), Karim Tabbou, a rejeté les accusations portées contre lui, à savoir «atteinte au moral de l'Armée et à l'unité nationale, et incitation à la violence». A ces accusations, Tabbou a indiqué : «J'ai envie de pleurer quand je vois les accusations portées contre moi, notamment celle de l'atteinte à l'unité nationale. Que dira mon fils demain quand il grandira et verra que la justice Algérienne a porté ses accusations contre moi ?». Et d'ajouter : «Je suis jugé en tant que chef d'un parti non agréé (l'Union sociale-démocrate) et non en tant que citoyen. Je refuse d'être poursuivi en tant

que militant politique par les services de sécurité sous couverture judiciaire, ce qui fait de la justice un instrument». Notons que devant le tribunal de Sidi M'hamed (Alger), des centaines de personnes se sont rassemblées depuis la matinée en signe de solidarité avec le militant Karim Tabbou. La police a tenté de disperser le rassemblement, mais elle a été dépassée par le flux de plus en plus important de citoyens. Malgré quelques arrestations, le rassemblement s'est poursuivi. Des slogans de soutien à Tabbou et hostiles à la justice ont été scandés. Notons aussi que 110 avocats se sont constitués pour la défense de Karim Tabbou. Rappelons que l'accusé a été placé en détention provisoire le 12 septembre dernier à la prison de Koléa (Tipasa) pour «atteinte au moral de l'Armée» et à «l'unité nationale», et «incitation à la violence». Après deux demandes rejetées, Karim Tabbou a fini par être remis en liberté le 25 septembre 2019, mais moins de 24 heures après, il a été de nouveau arrêté et présenté, le 2 octobre de la même année, devant le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed qui l'a placé une nouvelle fois en détention provisoire.

Thinhinene Khouchi



Il plaide pour une «presse professionnelle responsable»

# Belhimer s'engage à restructurer un secteur en état «cataclysmique»

■ Le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, a attesté de la volonté des autorités de réorganiser, sur des bases solides, le secteur de la presse en proie à une situation «cataclysmique» qui ressemble «à un champ de ruines et de mines».

Par Meriem Benchaouia

Le gouvernement s'est, selon lui, engagé dans son plan d'action à mettre en place une presse «professionnelle responsable», à travers une relation de travail assainie et débarrassée des forces n'appartenant pas à la famille des médias. Intervenant à l'occasion d'une rencontre avec les syndicats et les organisations de la presse nationale, le premier responsable du secteur a indiqué qu'à travers cet engagement il s'agit de parvenir à deux objectifs : le premier consistant à assainir la relation de travail au sein de la corporation, à travers la signature de conventions de branche qui concernent les conditions de travail et sociales des journalistes. Le deuxième objectif consiste à «sortir des zones d'ombre pour nous débarrasser des forces n'appartenant pas à la famille des médias», a-t-il expliqué, précisant que ces forces sont représentées par «le travail non déclaré, le financement illicite et les prête-noms qui permettent à des individus n'ayant rien à voir avec la profession de s'introduire dans le secteur de la presse et d'usurper le métier de journaliste». Pour le ministre, il est question aussi de «mettre fin, d'un côté, à des pratiques étrangères à la profession telles que le chantage et, de l'autre côté, aux relations avec des forces étran-



gères suspectes». Appelant à consacrer «une pratique apaisée des libertés, à leur tête la liberté de la presse», M. Belhimer a qualifié sa rencontre avec les syndicats du secteur d'«importante et décisive» car marquant, a-t-il dit, «l'amorce d'un dialogue utile et responsable». Cette rencontre est également le fruit d'un travail en partenariat avec la famille des médias, conformément à l'engagement numéro 6 des 54 engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à mettre en place une presse libre sans restriction, a-t-il ajouté. «Nous nous réunissons aujourd'hui en tant

que partenaires qui travaillent ensemble pour ancrer les bases d'une presse libre et organiser en même temps la profession afin de l'extirper de l'anarchie et l'immobilisme qui la pénalisaient du fait d'un héritage lourd, représenté par les nombreux dépassements, les intérêts illégaux et autres fléaux», a-t-il dit. A la lumière de cette rencontre, le ministre affirme «établir un diagnostic précis sur la situation de la presse dans le but de parvenir à des solutions idoines à même de lever toutes les barrières et les obstacles qui entravent l'évolution de la corporation». «Nous attendons de vous tous plus d'interactivité et d'enga-

gement afin que chacun de nous joue le rôle qui lui sied, notamment à travers le Conseil national de la presse et ses structures chargées de l'éthique professionnelle, de la délivrance de la carte de journaliste professionnel et la médiamétrie», a-t-il conclu. De son côté, le ministre de la Justice, Belkacem Zeghmati, présent à cette rencontre, a indiqué que les deux journalistes qui se trouvent actuellement en détention préventive sont poursuivis pour des «faits de droit commun». Zeghmati qui a été interpellé par des journalistes sur l'incarcération de deux de leurs collègues, a précisé que «les deux journalistes en question sont poursuivis pour des faits de droit commun conformément aux dispositions du code pénal et non de la loi sur l'information». «La loi algérienne sur l'information ne permet pas de poursuivre les journalistes en justice et de prononcer des peines privatives de liberté à leur encontre pour ce qui est appelé le délit de presse», a encore souligné le ministre de la Justice. Il a expliqué qu'il y a «le délit de presse qui ne peut être réprimé par une peine privative de liberté et il y a l'infraction de droit commun qui doit être traitée selon le code pénal», soulignant en outre que ces journalistes sont également des citoyens et soumis au code pénal. **M. B.**

Karim Younes, médiateur de la République

## La mission de l'instance est de proposer «des mesures pour éliminer la bureaucratie»

Le médiateur de la République Karim Younes a affirmé, hier à Alger, que l'instance qu'il supervise avait pour mission de «proposer les mesures permettant de lutter contre la bureaucratie et toutes formes d'abus». Dans son allocution lors d'un atelier interactif sur «les effets de la corruption sur la jouissance des droits de l'Homme», organisé par le Conseil national des droits de l'Homme (Cndh) et l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (Onplc) en collaboration avec l'Organisation internationale pour la réforme pénale - Bureau MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), M. Younes a précisé que l'instance

qu'il supervise a pour mission de «proposer les mesures permettant de lutter contre la bureaucratie et toutes formes d'abus», soulignant que son instance recevra les plaintes concernant des affaires de corruption administrative et notifiera aux instances concernées les mesures à prendre dans pareils cas. Assurant que l'instance du médiateur de la République exercera ses prérogatives légales pour diffuser la culture de la lutte contre la corruption en milieu administratif, M. Younes a formé le vœu de voir «réussir» cet atelier auquel ont participé des experts, des magistrats et des officiers de la police judiciai-

re, dont des gendarmes et des policiers, à la faveur d'une coordination commune sur le terrain pour lutter contre «ce phénomène abominable». L'Algérie nouvelle à laquelle l'on aspire est «une Algérie où aucune place n'est accordée à la corruption qui sera combattue avec fermeté», a ajouté le médiateur de la République. Il a affirmé, à l'occasion, que la poursuite de la lutte contre ce fléau sera au cœur du projet politique du président de la République, et ce, en vue de parvenir à la moralisation de «la vie politique et relancer le développement socio-économique dans un environnement transparent et probe», et partant, ajoute

M. Younes, rétablir «la confiance et la cohésion entre le citoyen et son Etat». Soulignant que la corruption administrative pèse désormais lourdement sur le citoyen, M. Younes a rappelé la raison pour laquelle le président de la République a créé, le 17 février, l'instance du médiateur de la République, mettant en exergue le rôle qui lui a été confié, notamment la lutte contre la corruption dans les milieux de l'administration centrale et locale, les structures publiques, ainsi qu'au sein du secteur privé assurant des prestations de service public.

Safa C./APS

### LA QUESTION DU JOUR

## A la Californie reviendra le dernier mot

Suite de la page une

Pour autant, Bernie Sanders n'a pas encore perdu le Super Mardi, si toutefois il ne l'a pas remporté comme le promettaient ses trois premières performances. Il peut même revenir en tête de la course, devant donc Joe Biden, si son avance déjà marquée sur lui en Californie, le plus peuplé des Etats américains, se maintient jusqu'à la fin du dépouillement. La primaire de la Californie, et à un degré moindre celle du Texas, est la plus importante de toutes celles qui font le Super Mardi, eu égard au nombre de délégués qui y sont en jeu. Sans les résultats de la Californie, Biden devance Sanders d'une soixantaine de délégués. Avec ceux de la Californie, il pourrait se retrouver nettement derrière lui. Bien entendu, il faudrait que l'avance de Sanders lui apporte suffisamment de délégués pour cela. Dans les primaires, comme dans l'élection présidentielle américaine, ce qui importe par-dessus tout, ce n'est pas le nombre de voix obtenues, mais celui des délégués auquel elles donnent droit, et à qui il revient à la fin de désigner le candidat. Le Texas a été remporté par Biden, mais cette victoire ne s'est traduite que par un délégué de plus par rapport à ceux revenus à Sanders, du moins jusqu'à présent, le dépouillement n'étant pas encore, là non plus, entièrement terminé. Dans le pire des cas pour Sanders, il se fera devancé par deux ou trois délégués, guère plus. Si par contre il termine en Californie loin devant Biden, dans la lancée de qui se constate déjà, ce sera au bout du compte lui qui sera sorti vainqueur du Super Mardi. Pour l'heure, donc, tout ce que l'on peut dire c'est que Biden a gagné mais que Sanders n'a pas perdu. Pour dire que deux candidats sont trop près l'un de l'autre pour qu'il soit possible de les départager, les Américains emploient l'expression «too close to call». On n'entend qu'elle pour le moment.

M. H.

Conférence conjointe Boukadoum-MAE espagnole

## L'Algérie et l'Espagne «n'ont pas de problème» dans la fixation de leurs frontières maritimes

L'Algérie et l'Espagne «n'ont pas de problème» dans la fixation de leurs frontières maritimes, a affirmé, hier à Alger, le ministre espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, Arancha Gonzalez Laya. «Je voudrais être claire au sujet des frontières maritimes sur lesquelles l'Algérie et l'Espagne sont à 100 % d'accord.

Nous n'avons pas de problème dans la fixation de nos frontières maritimes», a-t-elle indiqué lors d'une conférence de presse conjointement animée avec le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum. En réponse à une question d'un journaliste sur des informations faisant état de la «prétendue appropriation par l'Algérie d'une île espagnole»,

M<sup>me</sup> Arancha Gonzalez Laya a fait observer que les deux pays «ont le droit de fixer leurs frontières maritimes, conformément aux règles des Nations unies», ajoutant que les deux pays «se sont mis d'accord pour une négociation en cas de chevauchement de la zone maritime algérienne et espagnole». «Nous sommes d'accord pour qu'il n'y ait pas de

place à l'unilatéralisme», a-t-elle souligné. Interrogée, par ailleurs, sur le retard accusé dans la nomination de l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, elle a indiqué que la position de l'Espagne est «assez claire». Il s'agit de «soutenir les efforts du Secrétaire général de l'ONU pour aboutir à une solution

politique, dans le cadre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU», a-t-elle expliqué. «Evidemment, une pièce importante de ce processus, c'est la nomination de l'envoyé spécial (du SG de l'ONU), que nous attendons pour que le processus puisse redémarrer», a-elle ajouté.

L. M.

## Transition écologique

# Vers une mise en place imminente des bases de l'économie circulaire

■ La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharrats, a affirmé, hier, dans un entretien à l'APS, que son département veillera à une mise en place imminente des bases de l'économie circulaire, créatrice de richesses et d'emplois, pour contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle économique et ce, dans le cadre de la transition écologique.

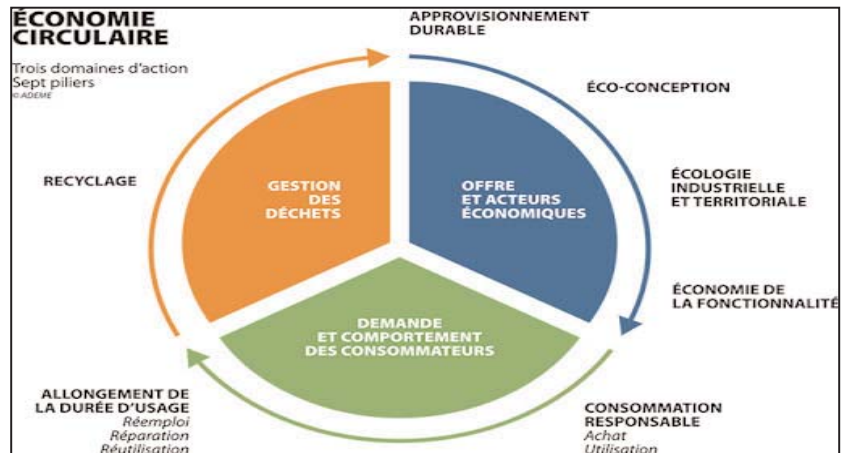
Par Ali Ch.

«**P**our arriver à une transition écologique, les efforts du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables seront axés sur plusieurs volets dont la mise en place des bases de l'économie circulaire créatrice de richesses et d'emplois, pour contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle économique affranchi de la demande publique et libéré progressivement de l'emprise de la rente pétrolière», a précisé M<sup>me</sup> Benharrats. Elle a expliqué, dans le même cadre, que la stratégie de secteur de l'Environnement et des Energies renouvelables ne se repose pas seulement sur la transition écologique mais aussi sur les transitions énergétique et éco-citoyenne, ajoutant que le rééquilibrage territorial entre le nord et le sud ainsi que l'environnement saharien seront également au cœur des priorités de ce secteur. «Le renforcement et l'organisation des filières de valorisation et de recyclage de tous types de déchets, l'actualisation de la nomenclature des métiers

de l'environnement en adéquation avec les exigences de chaque étape, la révision et l'adaptation des schémas directeurs de gestion des déchets ménagers en tenant compte des spécificités pour en assurer une meilleure prise en charge figurent également parmi les principaux axes pour une transition écologique», a affirmé la responsable.

Elle a ajouté, dans le même cadre, que la mise en œuvre progressive du tri sélectif des déchets à tous les niveaux avec un focus sur des actions pilotes, l'élaboration et la mise en place des plans locaux d'adaptation aux changements climatiques ainsi que la révision des mécanismes de recouvrement des taxes environnementales jouent également un rôle majeur pour réussir une transition écologique.

«Le renforcement des opérations de contrôle et des mesures coercitives pour protéger les milieux récepteurs, l'éradication des déchets sauvages et l'orientation des espaces récupérés comme espaces verts, la gestion intégrée des zones saha-



riennes et isolées ainsi que la protection et la valorisation de toutes les ressources naturelles liées à l'environnement en général et particulièrement à l'environnement saharien, figurent parmi les axes principaux du secteur pour une transition écologique réussie», a assuré la ministre M<sup>me</sup> Benharrats a tenu à expliquer que ces actions rentrent dans le cadre de la concrétisation des engagements du président de la

République pour la construction d'une «nouvelle Algérie» et en exécution du programme d'action du gouvernement.

«La politique du secteur de l'Environnement et des Energies renouvelables est basée sur une vision nouvelle qui assure au citoyen un environnement sain qui préserve sa santé et qui répond aux exigences du développement durable», selon la ministre. Elle a expliqué que

cette vision sera orientée d'un côté vers la protection et la valorisation des ressources naturelles, la biodiversité, les technologies vertes et l'économie circulaire et vers la lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique et, d'un autre côté, vers l'intégration des énergies renouvelables et la gestion durable de toutes les ressources du pays.

A. Ch./APS

## Cinémathèque algérienne

### La situation des salles de cinéma, thème du 1<sup>er</sup> numéro du Forum

Le Forum de la Cinémathèque algérienne a organisé, mardi à la Cinémathèque d'Alger, son 1<sup>er</sup> numéro, consacré à «la situation des salles de cinéma en Algérie», en présence de plusieurs spécialistes et de passionnés du 7<sup>e</sup> art. Deux férus du cinéma ont été invités par le Forum pour apporter leur vision des choses sur ce thème, il s'agit du journaliste et écrivain Noureddine Louhal et le photographe français Stephan Zaubitzer. L'auteur du livre «Sauvons nos salles de cinéma», Noureddine Louhal, a mis l'accent, dans son intervention, sur la situation déplorable du réseau

d'exploitation (salles de projection), rappelant que l'Algérie disposait à l'indépendance de près de 500 salles. Parmi les autres points importants soulevés par l'écrivain, figurent la transformation de l'activité de ces salles dont certaines ont été rasées pour y bâtir des locaux, voire même des parkings, et d'autres salles dont le cachet urbanistique est dévalorisé. M. Louhal a, d'autre part, relevé avec amertume le peu d'écrits sur les cinémas en Algérie, notamment par les professionnels du cinéma dont beaucoup sont partis sans laisser des livres ou œuvres sur le cinéma. De son côté, le photo-

graphe Stephan Zaubitzer a présenté sur le grand écran de la Cinémathèque un panorama de son travail photographique dédié aux salles obscures en Algérie et dans d'autres pays arabes, mettant en avant leur architecture particulière. En effet, à travers les photographies des salles de cinéma qu'il a arpentées en Egypte, au Liban, en Tunisie et au Maroc, ce passionné de cinéma et d'architecture a tenu à immortaliser ces somptueuses édifices en les appréhendant sous divers angles. Dans certaines de ses photographies, Stephan Zaubitzer a également capturé un aspect de l'identité architectu-

rale et urbanistique des rues aux abords de ces cinémas et des villes les abritant, ce qui lui a permis, a-t-il dit, de relever de grandes similitudes dans les méthodes et les modes de construction de ces espaces, mais aussi dans les noms qui leur sont donnés, surtout au Maghreb arabe. Après cette balade photographique, l'hôte de la Cinémathèque algérienne a vivement regretté que ces salles de projection soient aujourd'hui tombées en désuétude. Dans la partie réservée aux cinémas en Algérie, Stephan Zaubitzer a notamment mis en exergue l'architecture particulière des salles

d'Alger et d'Oran, en plaçant la focale sur les décors et les somptueuses couleurs de ces espaces dont certains ne sont plus que des vestiges aujourd'hui. Par ailleurs, les intervenants ont insisté sur l'impératif d'accorder un intérêt particulier à ces salles qui sont essentielles à l'industrie cinématographique et de trouver les moyens d'une gestion optimale de ce réseau. Ils ont également appelé à la création de cinémas modernes, en accord avec les exigences de la nouvelle génération pour que cette industrie prospère.

Racim C.

## Acquisition d'équipements

### Contrôle des interférences de fréquences dans les zones frontalières

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a fait savoir, mardi, que l'Agence nationale des fréquences (ANF) avait acquis des équipements pour contrôler les interférences de fréquences au niveau des zones frontalières du pays. Répondant aux questions des membres du Conseil de la nation, lors du débat du projet de loi sur les radiocommunications, le ministre a indiqué que le secteur «s'attelle à remédier aux interférences de fréquences enregistrées au niveau des zones frontalières du pays», faisant état

de «l'acquisition par l'ANF d'équipements de contrôle des interférences de fréquences». Il a précisé, en outre, que «le secteur œuvre, en coordination avec l'Union internationale des télécommunications (UIT) et les pays voisins, à l'examen de la question d'interférences de fréquence au niveau des zones frontalières». Concernant les services de la Poste, le ministre a indiqué que «le réseau va être renforcé prochainement avec l'ouverture d'un nouveau bureau de poste portant le nombre global à 4 000 bureaux», avant de reconnaître

que «malgré les efforts consentis, nous avons constaté un manque en ces services». Pour pallier la situation, le ministre a fait savoir qu'Algérie poste a acquis des bus, produits localement, en les aménageant pour offrir des services de la Poste, notamment au niveau des zones d'ombre. A ce propos, le ministre a fait état de la préparation en cours d'accords de coopération avec plusieurs départements ministériels pour l'affectation d'espaces dédiés à des bureaux de poste au niveau des nouvelles cités, soulignant l'impératif de garantir la moyenne

nationale, à savoir un bureau de poste pour 10 000 citoyens. Répondant à une préoccupation sur l'équipement des bureaux de poste en caméras de surveillance, M. Boumzar a indiqué que «ce dossier est l'une des priorités du secteur». Il a évoqué, par ailleurs, les avantages qu'offre la carte Edahabia, émise par Algérie Poste. Auparavant, le ministre avait présenté un exposé sur le projet de loi relatif aux radiocommunications à travers lequel il a mis en avant l'importance de ce projet de loi qui vise essentiellement à «combler le

vide juridique enregistré en la matière et à permettre une exploitation optimale du spectre des fréquences à l'échelle nationale». Il a rappelé également que ce projet «confortera et élargira les prérogatives de l'Agence nationale des fréquences (ANF) en vue de lui permettre de s'acquitter pleinement de ses missions en matière de règlement des brouillages et de contrôle du spectre des fréquences à l'échelle nationale, et ce, dans le souci de préserver les intérêts nationaux dans ce domaine».

L. O.



Opep +

# Une nouvelle réduction de production doit être «importante et respectée»

■ A la veille de deux réunions décisives de l'Opep et ses partenaires, l'expert dans les questions énergétiques, ancien P-dg de Sonatrach, Nazim Zouioueche, estime, dans un entretien accordé à l'APS, qu'une nouvelle réduction de la production de l'Opep + devrait être "importante" et "scrupuleusement respectée".

Par Malek M.

**Les cours de l'or noir ont sensiblement chuté, notamment depuis l'apparition du coronavirus en décembre en Chine. Pensez-vous que cette épidémie virale constitue la seule cause de cette baisse ou s'agit-il aussi d'autres facteurs ?**

**Nazim Zouioueche :** La variation des prix du pétrole est motivée essentiellement par l'évolution de l'offre et de la demande. Ainsi, des événements géopolitiques, de possibles incidents de fonctionnement dans l'exploitation (upstream), et la liquéfaction et transport (midstream) ou la branche raffinage (downstream) peuvent affecter la demande et surtout l'offre sur le marché mondial. Les prix chutent si l'offre est supérieure à la demande, par contre si des problèmes politiques ou autres touchent des pays producteurs, une tendance haussière se déclenche. Au début de l'année 2020, les prix se maintenaient à un niveau relativement contenu autour de 60 dollars le baril malgré les accords de réduction de la production, conclus par l'Opep+, valables jusqu'à fin mars 2020. Fin 2019, nous avions enregistré une embellie atteignant un niveau proche de 70 dollars. Dès



2020, la couverture médiatique intense autour de l'épidémie de coronavirus en Chine a provoqué une réduction drastique des prix de l'ordre de 20 %, alors que l'épidémie de Sras au début du siècle n'avait pas occasionné un tel écho négatif. Cela signifie qu'à la morosité ambiante, l'épidémie a accéléré la tendance baissière puisque la Chine, principal importateur, voyait ses activités réduites, entraînant ainsi un risque de chute de la demande avec une offre constante (le marché pétrolier anticipe toujours très rapidement) même en hausse si on tient compte des annonces des nouvelles performances du schiste américain. Nous sommes en année électorale américaine et le président actuel base sa campagne de réélection sur les performances économiques de son pays. Ainsi pour les Etats-Unis une augmentation sensible des prix du pétrole pourrait entraîner une inflation en hausse qui mettrait en danger leur économie actuellement florissante (Donald Trump a répété à plusieurs reprises qu'il tenait à

un prix contenu de l'énergie et qu'il ne voulait pas d'une hausse conséquente : une fourchette 50-60 dollars serait semble-t-il sa préférence).

**Faut-il s'attendre à ce que cette baisse s'inscrive dans la durée et pensez-vous qu'une nouvelle réduction de la production pétrolière de l'Opep+ permettrait d'équilibrer le marché pétrolier ?**

S'attendre à une reprise sensible des prix d'ici au mois de novembre paraît peu probable. L'Opep et son allié russe peuvent évidemment décider d'une autre réduction mais celle-ci ne doit pas être une réduction cosmétique mais une réduction importante et répétitive si nécessaire tout en étant scrupuleusement respectée.

Peut-on arriver à un tel résultat ? Difficile à imaginer, d'autant plus que les USA disposent toujours de la possibilité d'augmenter leur production par un appel au schiste qui semble-t-il peut encore améliorer ses perfor-

mances.

On comprend aisément pourquoi les USA continuent à subventionner «implicitement» la production du schiste, gaz ou pétrole (n'oublions pas que le prix du gaz n'a jamais été si bas). Les USA ont réussi grâce à l'apport du schiste à être le levier principal de détermination du prix sur le marché mondial.

**Quel serait alors l'impact sur l'Algérie ?**

Si l'Opep+ décide d'une nouvelle réduction, l'Algérie ne sera impactée que marginalement puisque déjà nous produisons un peu en-dessous du quota actuel, alors que les prévisions futures ne sont pas très encourageantes (la production chute depuis 2008). Evidemment, l'impact sur l'économie et la réalisation des différents programmes risque de s'inscrire négativement. Il devient de plus en plus nécessaire de prendre les mesures ad hoc pour atténuer la dépendance aux hydrocarbures. Au-delà de la réduction des importations, qui s'avèrent diffi-

ci les, il faudrait revoir notre politique de subvention et développer une diversification de notre économie en utilisant une partie de nos réserves restantes et créer les conditions pour accroître les IDE en améliorant «le climat des affaires». L'assainissement des finances publiques doit être entrepris au plus vite tout en mettant en place les conditions pour améliorer le recouvrement de l'impôt. La dépense publique doit être revue dans le sens de la contraction en faisant de la maîtrise des coûts une priorité. Multiplier les actions de formation adéquates pour augmenter le chiffre de la main-d'œuvre qualifiée qui fait cruellement défaut. Par ailleurs, développer les énergies renouvelables largement disponibles pour augmenter leur participation à la production d'électricité et dégager ainsi au plus vite de larges quantités de gaz naturel.

M. M./APS

## Australie Croissance de 0,5 % au 4 trimestre 2019

L'ÉCONOMIE australienne a enregistré une croissance de 0,5 % au quatrième trimestre 2019, soit légèrement supérieure à ce qui était prévu, a annoncé hier le gouvernement, cette période ne subsistant pas encore vraiment l'incidence des feux de forêt. Plusieurs experts s'attendaient à une progression du PIB de 0,3 à 0,4%. Sur l'ensemble de l'année 2019, la croissance a atteint 2,2 %. Le Bureau australien des statistiques a dit qu'il allait suivre de près les répercussions sur l'économie d'une série de catastrophes naturelles, en particulier les incendies qui ont ravagé l'est et le sud du pays. «Les effets des feux de forêt et du Covid-19 se feront davantage sentir au premier trimestre», a-t-il dit. Mardi, la banque centrale australienne a abaissé ses taux d'intérêt à un niveau historiquement bas, sur fond de craintes que l'épidémie du nouveau coronavirus, qui a paralysé l'économie chinoise et s'accélère dans le monde, puisse faire tomber l'île-continent en récession. La Reserve Bank of Australia (RBA) a diminué son taux directeur à 0,50 %, contre 0,75 % précédemment, dans l'objectif affiché d'amortir l'impact économique de l'épidémie. «L'expansion du coronavirus obscurcit l'horizon de la conjoncture mondiale et a un impact important sur l'économie australienne», a insisté le gouverneur de la RBA Philip Lowe. A. O./Agences

Changes

## L'euro retombe un peu face au dollar au lendemain de la Fed

L'euro baissait un peu hier face au dollar, au lendemain d'un plus haut en deux mois provoqué par une baisse surprise des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine.

Vers 09h50 GMT (10h50 à Alger), l'euro perdait 0,15 % face au billet vert, à 1,1156 dollar.

Mardi, il était monté jusqu'à 1,1212 dollar, un niveau plus vu depuis début janvier. Hier, les commentateurs digéraient encore la baisse des taux d'intérêt de la banque centrale américaine déci-

dée la veille à la surprise générale. Après une déclaration des pays du G7 sans mesures concrètes pour éviter une récession mondiale face à l'épidémie de coronavirus, la Fed a décidé d'agir en urgence en réduisant ses taux de 0,5 point de pourcentage. Cette mesure a été prise entre deux réunions du comité de politique monétaire pour la première fois depuis la crise de 2008. «La porte reste ouverte pour d'autres assouplissements (monétaires) si cela s'avère

nécessaire dans les prochains mois», a en outre souligné Lee Hardman, analyste pour MUFG. Une baisse des taux d'intérêt rend la devise concernée moins rémunératrice et donc moins attractive pour les cambistes. «Mais la performance économique des Etats-Unis apparaît comme un facteur clé pour limiter la baisse du dollar», a signalé Han Tan, analyste pour FXTM. Celle-ci «semble toujours bien placée pour rebondir, comparée aux autres principales économies», a-t-il ajouté.

Dorénavant, le marché aura les yeux tournés vers les autres grandes banques centrales, et notamment la BCE, qui doit tenir une réunion de politique monétaire la semaine prochaine. Selon plusieurs analystes, l'institution devrait probablement baisser davantage son taux sur les dépôts excédentaires, actuellement fixé à -0,50 %, ce qui pénaliserait les banques choisissant de confier leurs liquidités à la BCE au lieu de les prêter aux entreprises et ménages.

Blida

# Fermeture de l'unité de Danone-Algérie

■ Il a été décidé également du retrait du marché de tous les pots de yaourt de l'unité de Blida fabriqués avant le 15 janvier 2020, après le constat du non-respect des conditions de la chaîne de production et des règles d'hygiène.

Par Ghani Y.

La direction du commerce de la wilaya de Blida a procédé, mardi, à la fermeture de l'unité de Blida de «Danone-Algérie» pour infractions liées à l'utilisation de produits périmés, outre le retrait du marché, des pots de yaourt de la même marque fabriqués avant le 15 janvier, a annoncé le directeur local du secteur. Dans une déclaration à l'APS, Djamel Abbad a souligné que suite aux infractions enregistrées lors de deux visites inopinées effectuées par les agents de sa Direction le 19 février et le 02 mars 2020, lesquelles ont permis la découverte d'une quantité de 600 kg d'arôme périmé (15 janvier 2020) et 150 kg d'arôme «chocolat» périmé (13 décembre 2019), il a été décidé de la fermeture de l'Unité de Blida de la production de produits laitiers «Danone-Algérie». Il a été décidé également du

retrait du marché de tous les pots de yaourt de l'unité de Blida fabriqués avant le 15 janvier 2020, après le constat du non respect des conditions de la chaîne de production et des règles d'hygiène, a ajouté le

même responsable. Après la convocation des responsables de ladite unité, un procès-verbal a été dressé à leur rencontre pour infraction à la loi 03-09 relative à la protection du consommateur, a-t-il fait savoir. G. Y./APS



Tizi-Ouzou

## Plus d'un milliard de DA d'investissements en installations électriques prévu en 2020

Un plan d'investissements d'un montant dépassant 1,3 milliards DA en installations électriques, est prévu durant l'année en cours à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, a annoncé mardi la concession locale de distribution dans un communiqué. Ces investissements sont destinés à «l'amélioration de la qualité et la continuité de service, notamment, durant la période estivale, marquée par une forte demande en matière de climatisation, de confort et d'éclairage public», a-t-on indiqué. Il s'agit, est-il indiqué, de «la création de 80 postes HTA/BT pour un montant finan-

cier de 414,4 millions DA à travers 21 dairas dont 16 sont déjà mis en service, soit un taux de réalisation de 20%», ainsi que «le remplacement de 14 cellules postes HTA/BT et 04 régulateurs de tension 30KV pour un montant de 388,6 millions DA». Il sera, également, procédé ajoute le communiqué, à «la réhabilitation et le bouclage de 29 lignes moyenne tension 30 KV et 149 lignes de basse tension d'une longueur de 293 km, pour un montant de 515,7 millions DA, dont 40 km sont déjà mis en service les deux premiers mois de l'année en cours soit un taux de réalisation de

13%». Toutefois, déplore le communiqué de la concession, «des oppositions de riverains et des contraintes entravent la réalisation de quelques actions du programme lancé par la Concession de Distribution qui retardent la prise en charge effective des besoins en énergie» de la wilaya. Actuellement, «des oppositions» retardent le passage de 11 lignes moyenne tension dans les localités d'Azzeffoun, Tigzirt, Azazza, Larbaa Nath Irathen, Tizi Ouzou, Ouagnoune et Bouzguene, a-t-on souligné de même source. M. Y.

«Le chahid a préparé la révolution même sur le plan médical»

## Séminaire sur Larbi Ben M'hidi à Oum El Bouaghi

Le chahid Mohamed Larbi Ben M'hidi a «préparé la Révolution même sur le plan médical», a-t-on souligné mardi à l'ouverture de la seconde édition du séminaire dédié au martyr, sous le thème «Mohamed Larbi Ben M'hidi (1923-1955) : Parcours d'un héros». «L'habileté de ce chahid l'a conduit à prépa-

rer la révolution sous tous ses aspects, y compris celui de la santé», a indiqué le professeur Brahim Benabdelmoumen de l'université d'Oum El Bouaghi au début du séminaire, dont l'ouverture a été présidée par le ministre des Moudjahidine et ayants droit, Tayeb Zitouni, qui a effectué une visite de deux jours

dans la wilaya à l'occasion de la commémoration du 63<sup>e</sup> anniversaire de la mort du martyr, symbole la révolution.

Le même universitaire a ajouté dans son intervention, intitulée «L'action de Larbi Ben M'hidi à la frontière algéro-marocaine (1955-1956)», que pendant son séjour dans l'Ouest de l'Algérie,

le chahid «a œuvré à contacter des médecins algériens pour les intégrer dans les rangs des combattants de la révolution de libération».

Parmi les médecins qui se sont mis au service de la révolution de libération sous la direction du chahid Larbi Ben M'hidi, il y avait le D' Benaouda

Benzerdjeb, qui soignait les blessés dans son cabinet, en plus du D' Mohamed Seghir Nekkache qui formait dans l'anonymat de son cabinet médical des infirmières et des infirmiers pour rejoindre les rangs de la révolution et apporter des soins aux militants de l'Armée de libération nationale, a-t-il souligné. En marge de l'ouverture de ce séminaire, un accord de partenariat et de coopération a été signé entre l'université Larbi Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi et le Centre national d'études et de recherches sur le mouvement national et la révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954, et ce en présence du ministre des Moudjahidine et Ayants droit.

La rencontre se poursuivra demain, mercredi, avec des interventions de professeurs venus de nombreuses universités du pays, dédiées à ce héros de la révolution, sa personnalité et son parcours militant, ont indiqué les organisateurs.

Constantine

## Développement «considérable» dans la production oléicole

La production oléicole a connu dans la wilaya de Constantine un développement «considérable» au cours de l'actuelle saison agricole (2019-2020), avec une récolte de 14 550 quintaux, représentant une augmentation de 3,170 qx comparativement à la saison précédente, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services (DSA). La campagne de cueillette des différents genres d'olives, notamment «Chemlale», «Sigoise» et «Boumguergueb», les variétés les plus répandues dans cette wilaya, s'est déroulée dans de bonnes conditions entre octobre et novembre derniers, a indiqué à l'APS, Yacine

Ghediri. Il a également assuré que la production oléicole a dépassé les prévisions établies par les services agricoles, estimées à environ 10 000 quintaux, soulignant qu'un «grand intérêt» est accordé à l'oléiculture notamment dans les zones montagneuses à travers «l'encouragement et l'accompagnement des agriculteurs avec l'objectif de les fixer dans leurs régions d'origine».

La production de l'huile d'olive durant cette saison a atteint 1,512 hectolitre, avec un rendement moyen de 16 litres/quintal, avec une hausse de l'ordre de 552 hectolitres comparativement à la saison précédente, a fait savoir

le même responsable, notant qu'une quantité de 9 300 qx d'olives a été consacrée à la production de l'huile d'olive et 5.242 quintaux à l'olive de table.

La pluviométrie et l'entrée en phase de production de nouveaux oliviers ont contribué à l'augmentation de la récolte oléicole, a-t-on encore noté, relevant que le nombre d'oliviers productifs cette saison est estimé à plus de 149 000 arbres sur un total de 160 000 oliviers. A signaler que la filière oléicole dans la wilaya de Constantine occupe une superficie totale de plus de 739 hectares.

O. N.

Boumerdès

## Baisse des créances impayées de Sonelgaz auprès de ses abonnés

Les créances impayées détenues par la direction de la Sonelgaz de Boumerdès auprès de ses abonnés, jusqu'au début de l'année en cours, ont reculé à un peu plus de 1,8 milliard de DA, après avoir dépassé les 1,930 milliard DA en 2018, a-t-on appris, mardi, auprès de son directeur.

La plus grande créance, de l'ordre de près de 800 millions de dinars, est détenue par les abonnés du secteur privé, dont plus de 600 millions par les abonnés ordinaires (ménages), a indiqué,

à l'APS, Amar Medjber.

Vient ensuite le secteur public, à commencer par les APC avec près de 400 millions DA, les services de sécurité avec 200 millions de DA, les directions de wilaya avec 40 millions DA, puis les services de santé, l'ADE, les communications et autres avec une centaine de millions de DA, a détaillé le même responsable.

Après avoir signalé la mobilisation de «toutes les ressources humaines» de sa direction, en vue du «recouvrement de ses

créances, devenus une charge pour elle, et impactant négativement sur son développement», a-t-il dit, il a estimé, néanmoins, que ce recul est notamment le «résultat des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation initiées» par son entreprise sur la consommation énergétique et l'amélioration de ses prestations.

L'entreprise veille, en outre, a-t-il ajouté, à assurer un «accompagnement à ses abonnés pour s'acquitter de leur due, à travers la création de bureaux de consultation au niveau des agences

commerciales de la wilaya».

Parallèlement des poursuites judiciaires sont engagées à l'encontre des mauvais payeurs. Près d'un milliers de poursuites ont été engagées, à ce titre, pour factures impayées et autres escroqueries, vols d'électricité et agressions contre le réseau électrique de la wilaya.

Sur un autre plan, la société de distribution de l'électricité et du gaz de Boumerdes a affecté, au titre de son programme 2019 / 2020, une enveloppe globale de 2,44 milliards de dinars pour

le renforcement du réseau électrique de la wilaya et mettre un terme aux coupures répétées du courant.

Selon Amar Medjber, ce montant est destiné, entre autres, à la réalisation de 138 postes de distribution de l'énergie électrique dans quinze communes de la wilaya. «Quelque 26 postes transformateurs ont été déjà lancés en chantier, au moment où 80 le seront prochainement. Le reste est programmé à la réalisation durant cette année», a-t-il signalé. R. R.



Règlement de la crise libyenne

# Salamé a tenté d'aplanir les différends entre les parties libyennes

■ Ghassan Salamé, qui a annoncé sa démission lundi de son poste d'émissaire des Nations unies pour la Libye, a durant les trois années, tenté d'aplanir les différends entre les parties libyennes, en souhaitant la paix et la stabilité dans le pays, loin de toute ingérence étrangère.

Par Moncef Gh.

L'émissaire des Nations unies a annoncé sa démission pour des «raisons de santé». Il a écrit lundi sur son compte personnel Twitter avoir demandé au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, de le «libérer» de ses fonctions.

Sa démission intervient après un nouveau round de discussions inter-libyennes à Genève, la semaine dernière, qui n'ont pas abouti aux résultats escomptés.

Ghassan Salamé, nommé en juin 2017 par M. Guterres, succédant à l'Allemand Martin Kobler, avait réussi à réunir dans la capitale helvétique des représentants du Gouvernement d'union nationale libyen (GNA), reconnu par la communauté internationale, dirigé par Fayez al-Sarraj, et de l'Armée nationale libyenne (ALN) conduite par le maréchal Haftar, avant que les deux camps ne suspendent leur participation.

Lors d'une conférence de presse, le 29 février, le désormais ex-émissaire onusien a indiqué : «J'ai essayé d'unir les Libyens et de restreindre l'ingérence étrangère dans ce pays». Il a évoqué notamment la conférence internationale sur la Libye, organisée fin janvier à Berlin, sous l'égide des Nations unies, et les pourparlers inter-libyens qu'il avait récemment lancés sur trois volets, politique, militaire et économique.

M. Salamé a, avant tout, souhaité «la paix et la stabilité» en

Libye, où un cessez-le-feu a été instauré depuis le 12 janvier, même si quelques violations de la trêve sont enregistrées de temps à autre.

Depuis, il a tenté de convaincre les belligérants libyens d'unifier les institutions de l'Etat et d'organiser des élections en vue de mettre fin aux divisions dans le pays.

M. Salamé a essayé par la suite d'unifier la position de la communauté internationale sur la Libye, après avoir constaté que les divisions et les ingérences étrangères compliquent la crise dans le pays et rendent difficile toute solution politique.

Il était ainsi présent aux côtés de dirigeants des puissances mondiales et des principaux pays concernés par la crise libyenne à la conférence de Berlin, où des engagements de non ingérences et de relance du processus politique ont été largement pris.

Vendredi dernier à Genève, M. Salamé s'en est pris aux «cyniques» qui tentent de saper les discussions entre les belligérants libyens, réclamant en outre un plus grand soutien international.

L'émissaire de l'ONU a déclaré qu'il souhaitait la poursuite des négociations inter-libyennes même si les deux camps ont annoncé la suspension de leur participation aux pourparlers politiques.

A New York, le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, a confirmé lundi que le secrétaire général «a reçu un message de M. Salamé, exprimant son inten-



tion de quitter son poste de représentant spécial pour la Libye».

Stéphane Dujarric a indiqué qu'Antonio Guterres avait à cœur d'assurer une transition en douceur, pour «ne pas perdre le rythme des gains réalisés», assurant que M. Guterres «a toujours eu pleinement confiance dans le travail de M. Salamé et dans les grands efforts qu'il a déployés pour ramener la paix».

M. Salamé, né en 1951, a passé la majeure partie de sa carrière en tant que professeur de relations internationales à l'université de Sciences politiques à Paris.

Il a été ministre de la Culture

au Liban de 2000 à 2003 et a ensuite travaillé comme conseiller auprès de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et de la mission des Nations unies en Irak.

## Crise libyenne : le GNA appelle à poursuivre les efforts pour la paix en Libye

Le Gouvernement libyen d'union nationale (GNA), basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, a appelé mardi la communauté internationale à poursuivre ses efforts pour la paix en Libye au lendemain de la démission de l'émissaire de l'ONU pour le

pays, Ghassan Salamé.

«Nous appelons la communauté internationale à respecter ses engagements envers le peuple libyen (...) en consolidant la sécurité et la stabilité en Libye», a indiqué le ministre des Affaires étrangères du GNA dans un communiqué.

De multiples efforts internationaux ont été entrepris afin de rapprocher les deux belligérants (le maréchal Khalifa Haftar et Fayez Al-Sarraj président du Conseil présidentiel du GNA) en vue de rétablir la paix en Libye en crise depuis 2011.

«Prenant acte de la démission» de M. Salamé, le ministère libyen a exprimé le souhait de voir les efforts de l'ONU aboutir à la «cessation des ingérences étrangères qui déstabilisent la Libye».

Lors de la Conférence internationale sur la Libye, organisée sous l'égide de l'ONU fin janvier à Berlin, les puissances mondiales et les principaux pays concernés par la crise libyenne se sont engagés à respecter l'embargo sur les armes imposé à la Libye, à cesser les ingérences étrangères et à appuyer un cessez-le-feu en vigueur dans le pays et la relance du processus politique.

M. Salamé a démissionné lundi pour des «raisons de santé». Il avait été nommé le 22 juin 2017 par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, comme son nouveau représentant spécial et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), succédant à l'Allemand Martin Kobler.

Depuis, M. Salamé n'a point arrêté de convaincre les belligérants libyens d'unifier les institutions de l'Etat et d'organiser des élections en vue de mettre fin aux divisions.

R. M.

M. Gh./APS

## Drugue

# Le Conseil de sécurité doit obliger le Maroc à cesser ses actions déstabilisatrices dans la région

Le Représentant du Front Polisario auprès des Nations unies, Sidi Mohamed Omar, a appelé mardi, le Conseil de Sécurité, à obliger le Maroc à assumer ses responsabilités à l'échelle régionale et internationale et à renoncer à ses actions déstabilisatrices qui menacent la sécurité et la stabilité de ses voisins et de toute la région.

«Je voudrais signaler que, dimanche 1<sup>er</sup> mars 2020, une unité de l'armée sahraoui a intercepté et saisi 725 kilogrammes de cannabis marocain dans la région d'Ausard. Les drogues étaient transportées à travers le mur militaire marocain illégal au Sahara occidental», a écrit M. Sidi Omar dans une lettre adressée au Représentant permanent de la Chine auprès des Nations unies, président du Conseil de sécurité, Zhang Jun.

«L'opération fait partie de la campagne de lutte contre le trafic de drogue menée par l'armée sahraoui dans l'ensemble des territoires libérés sahraouis. Conformément à nos obligations en tant qu'Etat membre de l'UA et grâce à la coopération croissante avec nos voisins, nous avons activement contribué à freiner le flux illégal de drogues, en particulier

celles produites au Maroc, dans et à travers notre région», a-t-il souligné.

Et d'ajouter : «Le Maroc devrait être tenu responsable de son rôle, bien documenté, dans la traite des êtres humains et le trafic de drogue dans notre région et au-delà», demandant «donc instamment au Conseil de sécurité d'obliger le Maroc à assumer ses responsabilités régionales et internationales et à renoncer à ses actions déstabilisatrices qui menacent la sécurité et la stabilité de ses voisins et de toute la région».

«Le Maroc devrait donc expliquer aux Nations unies et à la communauté internationale comment il est possible que des trafiquants de drogue et d'êtres humains puissent passer par le Sahara occidental, qui est entièrement encerclé par l'un des murs les plus gardés et militarisés du monde, qui est infesté de millions de mines terrestres et équipé de radars sophistiqués et de systèmes de surveillance», a-t-il demandé.

Le diplomate sahraoui a rappelé qu'il est bien connu que le Maroc reste le plus grand producteur et exportateur de cannabis au monde, comme le confirment de nombreux

rapports internationaux, notamment le rapport 2018 sur la stratégie internationale de lutte contre les stupéfiants du Département d'Etat américain et le Rapport mondial sur les drogues 2019 de l'Office des Nations unies contre la drogue et le tabac».

«A cet égard, la brèche illégale ouverte par le Maroc à travers son mur militaire à Guerguerat, dans le sud du Sahara occidental, sert de point de passage pour toutes sortes de marchandises illicites, y compris le cannabis produit au Maroc et d'autres drogues, qui deviennent une source majeure de financement pour les groupes terroristes opérant dans la région sahélo-saharienne», a-t-il alerté.

«Comme nous l'avons alerté à de précédentes occasions, la connivence bien documentée entre l'armée marocaine et les barons de la drogue est ce qui explique combien de tonnes de cannabis produit au Maroc sont introduites en contrebande à travers le mur militaire marocain illégal au Sahara occidental», a-t-il soutenu.



## Afghanistan

# Frappe américaine et attaques des talibans, la paix s'éloigne

■ Le processus de paix en Afghanistan paraît chaque jour plus hypothétique, les États-Unis ayant annoncé hier une première frappe aérienne contre les talibans depuis l'accord de Doha alors que les insurgés ont tué au moins 20 soldats et policiers afghans.

Par Rosa C.

Mardi, après «une très bonne conversation» avec le mollah Baradar, principal négociateur du processus de Doha, le président Donald Trump avait déduit que les talibans «veulent mettre fin à la violence». Mais sur le terrain, la réalité semble toute autre. Les insurgés n'ont cessé de multiplier les attaques contre les forces afghanes, depuis qu'ils ont mis fin lundi à une trêve partielle qui avait duré neuf jours. Cette diminution des combats, exigée par Washington, leur a permis de signer un accord historique

samedi à Doha, dans lequel Washington s'est engagé à retirer les troupes étrangères d'Afghanistan sous 14 mois, en échange du respect par les insurgés de certaines garanties, dont leur participation à un dialogue inter-afghan sur l'avenir du pays, censé démarrer le 10 mars. En outre, «les dirigeants des talibans avaient promis à la communauté internationale qu'ils réduiraient la violence et non qu'ils augmenteraient les attaques», a pointé sur Twitter le colonel Sonny Leggett, porte-parole des forces américaines en Afghanistan. Or la violence est encore montée d'un cran: au moins 20 policiers et soldats ont

été tués lors d'attaques talibanes dans la nuit de mardi à hier. «Des combattants talibans ont attaqué au moins trois avant-postes de l'armée dans le district d'Imam Sahib à Kunduz, tuant au moins dix soldats et quatre policiers», a indiqué Safiullah Amiri, membre du conseil provincial de Kunduz (Nord). La police locale et un cadre du ministère de la Défense ont confirmé ce bilan. Dans l'Oruzgan (Sud), «six policiers ont été tués et sept blessés» par les talibans à Tarinkot, a indiqué Zergai Ebadi, porte-parole du gouverneur de la province. Mardi déjà, un porte-parole du ministère afghan de l'Intérieur dénombrerait 33 attaques talibanes contre les forces de sécurité afghanes dans 16 des 34 provinces du pays. Le colonel Leggett a lui fait état, «sur la seule journée du 3 mars», de 43 attaques des talibans contre des points de contrôle des forces afghanes dans le Helmand, province du Sud considérée comme un des principaux fiefs des insurgés. En retour, «les États-Unis ont conduit hier une frappe aérienne à Nahr-e Saraj, dans le Helmand, contre des combattants talibans qui attaquaient activement les forces de sécurité afghanes. C'était une frappe défensive», a tweeté le militaire américain. «Nous sommes engagés pour la paix, mais nous avons la responsabilité de défendre nos partenaires afghans», a-t-il poursuivi pour justifier cette première frappe



PH. A. D. R.

américaine depuis les accords de Doha, mais également leur «première frappe contre les talibans» depuis le début de la trêve partielle, il y a «11 jours». Cette détérioration sécuritaire fait peser des craintes sur le dialogue inter-afghan, censé réunir talibans, gouvernement afghan, opposition et société civile. Des pourparlers historiques, les talibans refusant depuis 18 ans de reconnaître les autorités de Kaboul, qu'ils qualifient de «marionnette» des États-Unis. Mais au-delà de la situation sécuritaire, d'autres obstacles

s'annoncent: le président afghan Ashraf Ghani rejette l'un des principaux points de l'accord de Doha, la libération de jusqu'à 5 000 prisonniers talibans en échange de celle de jusqu'à 1 000 membres des forces afghanes aux mains des insurgés. Selon les talibans, qui font désormais de cette mesure un préalable à tout démarrage des discussions inter-afghanes, le mollah Baradar a demandé à M. Trump de «ne laisser personne prendre des mesures qui enfreignent les termes de l'accord».

R. C.

## Commentaire

### Radicaux

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a encore quelques jours l'on pensait Joe Biden terrassé par Bernie Sanders, mais à l'occasion du caucus de Caroline du Sud et du «Super Tuesday» durant lequel quatorze Etats votent simultanément pour les primaires Démocrates, le vice-président de Barack Obama durant huit ans, revient en force et remporte ses premiers scrutins. Surtout sa popularité auprès de la communauté noire se confirme et change les cartes. Sanders lui, s'il est à plus de 29% de moins que Biden, selon les premiers résultats provisoires, lors de ces élections à l'importance capitale pour le reste des élections primaires, gagne néanmoins dans des États très importants comme la Californie. Illustration de ce come-back, Joe Biden a, au terme d'un coude-à-coude plein de suspense, arraché à Bernie Sanders l'État du Texas, un important vivier de délégués. Il a désormais le vent en poupe dans des primaires pour lesquelles «Bernie» était le grand favori il y a encore deux semaines. Le «super-mardi» équilibre donc la course à l'investiture Démocrate entre les deux hommes et écarte de la compétition les autres candidats : Michael Bloomberg et Elizabeth Warren sont très largement distancés. Du Maine à la Californie, plusieurs millions d'Américains se sont rendus aux urnes pour participer à la désignation de l'adversaire de Donald Trump, qui briguera le 3 novembre un second mandat de quatre ans. Les primaires de mardi permettront de distribuer plus d'un tiers des délégués (sur un total de 3 979) qui désigneront leur candidat lors de la convention Démocrate de juillet. Joe Biden, 77 ans, a devancé son grand rival, Bernie Sanders, 78 ans, dans neuf États : Alabama, Arkansas, Massachusetts, Minnesota, Caroline du Nord, Oklahoma, Tennessee, Texas et Virginie. Sanders l'emporte dans le Colorado, l'Utah et le Vermont, où il est élu sénateur. Le Maine semble placer en tête Joe Biden, et la Californie Bernie Sanders, mais les résultats de ces deux États ne sont pas encore certains. Lors d'une allocution, Bernie Sanders a réaffirmé, fidèle à son style combatif, sa certitude de parvenir à la victoire finale. «Il y a à peine quelques jours, les médias et les commentateurs avaient déclaré la mort de cette candidature. Eh bien je suis là pour le dire : nous sommes bien vivants», s'est félicité tôt dans la soirée Joe Biden sous les cris et applaudissements de ses supporters en Californie. Après un démarrage catastrophique, Joe Biden a ainsi réussi une remontée exceptionnelle en remportant largement samedi la Caroline du Sud et son vote afro-américain jugé indispensable pour tout prétendant Démocrate. Mais plus qu'une victoire de Biden c'est aussi une victoire pour la direction du parti Démocrate qui craint de voir un «extrémiste» de gauche tel que Sanders obtenir l'investiture pour la présidentielle. Toutefois, il est à rappeler que les Démocrates craignent déjà la popularité surprise de Sanders durant les primaires de 2016 et avaient été soulagés de voir la modérée Hillary Clinton finalement l'emporter. Une victoire de courte durée car elle a par la suite été balayée par Donald Trump que le monde entier donnait perdant, car trop clivant et «extrémiste». Finalement en choisissant la même stratégie qu'en 2016 le parti Démocrate se trompe peut-être une fois encore et devrait favoriser un duel de la présidentielle avec deux «radicaux», Trump et Sanders se faisant face.

F. M.

## Pakistan

# La pire invasion de criquets depuis près de 30 ans

Dans la région de Pipili Pahar (Est), le fracas d'ustensiles en métal vient briser la sérénité des champs de blé. A l'origine du tintamarre, des paysans tentent d'effrayer des criquets pèlerins, dont c'est la pire invasion au Pakistan depuis près de 30 ans. Chaque jour, au lever du soleil, des nuages de pesticides obscurcissent l'air. Les villageois ramassent alors des pelletées d'insectes morts, qu'ils remettent à des fonctionnaires contre une récompense de 20 roupies pakistanaises (12 centimes d'euros) par kilo. «Je n'avais pas vu une telle invasion de toute ma carrière», s'effraie Shehbaz Akhtar, un fonctionnaire chargé de l'éradication des criquets dans la province du Pendjab, le grenier à céréales du Pakistan. Le Pakistan connaît sa pire attaque de criquets pèlerins depuis 27 ans, ont déclaré des responsables fédéraux et locaux à l'AFP. D'après l'ONU, fortes pluies et cyclones ont déclenché une multiplication «sans précé-

dent» des populations de criquets l'an passé dans la péninsule arabique. Les essais ont ensuite quitté le désert du Baloutchistan (Sud-Ouest), près de la frontière iranienne, où ils se reproduisent habituellement, pour s'abattre sur le Pendjab et le Sindh (Sud). Les criquets pèlerins avaient déjà fait de lourds dégâts dans le nord-ouest de l'Inde, voisin du Pakistan, ces derniers mois. Une année de conditions climatiques extrêmes les ont également vu dévaster une dizaine de pays d'Afrique de l'Est cette année. Au Pakistan, aucune donnée officielle ne permet de savoir combien de terres ont été touchées ni combien ils menacent la sécurité alimentaire ou même l'économie du pays dont l'agriculture pèse 20% du PIB. Les autorités, qui affirment procéder à des enquêtes locales dont beaucoup sont encore en cours, ont déclaré une urgence nationale. Une «opération de combat» a été lancée pour «vaincre» les criquets, affirme

Shehbaz Akhtar. «Nous pulvérisons deux fois par jour ici», acquiesce Fayyaz Azeem, juché sur un tracteur, un masque sur le visage et les mains gantées, pour épandre des pesticides, une fois à l'aube et une autre fois le soir. Mais la méthode est lente, face à des essais pouvant parcourir 150 km quotidiennement. Souvent, lorsque les criquets sont tués dans un champ, ils ont déjà détruit le suivant. Les produits chimiques sont en outre si forts qu'ils rendent les céréales inconsommables ensuite. L'ami et voisin chinois a proposé son aide face au fléau, envoyant des équipes d'experts pour évaluer la crise, se réjouit Muhammad Hashim Popalzai, secrétaire au ministère de la sécurité alimentaire, interrogé par l'AFP. Sur la base de leur recommandations, Pékin pourrait proposer la pulvérisation aérienne – une méthode beaucoup plus rapide et efficace. Le Pakistan pourrait également importer des pesticides de Chine.



Musique au Centre culturel italien d'Alger

# «Le chant libre des étoiles méditerranéennes» bientôt présenté

■ Le parcours de la diva Oum Koulthoum, en passant par la chanteuse tunisienne Saliha ou la diva Warda ainsi que Asmahan, sera raconté lors d'un spectacle musical organisé le 10 mars au Centre culturel italien d'Alger. Cette soirée qui s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme qui coïncide avec le huit mars de chaque année, est une occasion pour revenir sur la vie et l'œuvre de ces grandes femmes avec l'écrivain Francesca Bellino et les chanteuses Stefano Saletti et Barbara Eramo.

Par Abla Selles

La célébration de la Journée internationale de la femme qui coïncide avec le huit mars de chaque année, a donné plus d'avantages aux femmes durant ce mois. En effet, cette Journée internationale n'est pas célébrée le huit mars seulement mais durant tout le mois. C'est à travers des soirées musicales, des rencontres littéraires, des expositions artistiques et autres que la contribution de la femme est mise en valeur. Les artistes, pour leur part, hommes ou femmes, trouvent chacun une manière pour féliciter la femme en sa journée internationale et saluer son parcours, son travail ou sa contribution dans le développement de la vie.

C'est dans cette perspective qu'un spectacle musical italien sera organisé dans la soirée du dix mars au Centre culturel italien d'Alger. C'est dans le cadre d'une mini-tournée au Maghreb qu'un spectacle intitulé «Le chant libre des étoiles méditerranéennes» sera présenté au Algérois.

Écrite et racontée par l'écrivain Francesca Bellino et interprétée musicalement par Stefano Saletti et Barbara Eramo, l'initiati-



ve est née de l'envie de raconter les existences extraordinaires de quelques-unes des plus importantes chanteuses du monde arabo-méditerranéen et de célébrer le pouvoir libérateur de la voix. Cette histoire nous parle de chanteuses reconnues, fortes et libres, qui ont réussi à utiliser leur voix et à être maîtresses de leur destin, de la diva égyptienne Omm Kalthoum, «la mère de tous», à la princesse druze Asmahan, de la chanteuse tuni-

sienne d'origine berbère Saliha à la diva algérienne Warda, à la star libanaise, encore en vie, Fairuz, des femmes qui se sont frayées un chemin dans les mêmes années où, sur l'autre rive de la Méditerranée, dans l'île de Sicile, naissait, luttait et chantait notre Rosa Balistreri, symbole italien de l'émancipation féminine à travers le chant.

Francesca Bellino est écrivaine, journaliste et auteure de radio et télévision. Elle s'occupe

depuis des années de transculturalité, émancipation féminine et droits de l'homme dans la zone arabo-méditerranéenne, avec une attention particulière aux relations entre la rive sud et la rive nord de la Méditerranée. Elle est auteure, entre autres, de reportages, articles, récits, audiovisuels et du roman «*Sul corno del rinoceronte*» (L'asino d'oro) – Prix de la narrative Maria Teresa di Lascia 2015 –, dont l'histoire se déroule entre l'Italie et

la Tunisie. Le polyinstrumentaliste Stefano Saletti (oud, bouzouki, guitare, percussions) et la chanteuse Barbara Eramo travaillent depuis des années pour essayer de faire émerger les connexions et les points de contact entre les nombreuses traditions des pays de la Méditerranée, de la tradition populaire du Sud aux mélodies arabes, balkaniques, grecques et séfarades, jusqu'à la récupération de l'ancienne langue de la mer, le Sabir, que Saletti utilise depuis toujours dans ses compositions originales avec la Banda Ikona. A. S.

## Festival de musique hawzi à Blida

### L'évènement institutionnalisé

Le directeur de la Culture de la wilaya, Lhadj Meshoub, a annoncé, mardi, l'institutionnalisation par la tutelle d'un Festival annuel de musique hawzi à Blida.

Le ministère de la Culture a donné son accord à l'institutionnalisation d'un Festival annuel de musique hawzi à Blida, a déclaré Lhadj Meshoub en marge d'un hommage au

doyen de la chanson chaâbia, feu Rachid Nouni, organisé au Centre culturel «Mohamed-Khedawy». Avec ce festival, la wilaya de Blida «aura sa part dans le patrimoine culturel», a-t-il estimé, se félicitant d'une opportunité de découverte de jeunes talents.

Plusieurs éditions d'un festival dédié à ce genre musical avaient été organisées, les

années passées à Blida, avant leur interruption pour plusieurs raisons, notamment financières.

Cette décision permettra de renouer avec les soirées hawzi de la ville des Roses, au bonheur des familles blidéennes et des amoureux de cet art, y compris dans d'autres wilayas. M. K.

## Cinéma

### Woody Allen va publier ses mémoires, son fils scandalisé

Ronan Farrow, fils de Woody Allen, a violemment critiqué mardi l'annonce de la publication prochaine des mémoires du réalisateur américain, annonçant qu'il ne souhaitait pas partager la même maison d'édition que lui et quitterait donc le groupe Hachette.

«Hachette n'a pas procédé à des vérifications quant au contenu de ce livre», a affirmé le fils de Woody Allen, qui a pris ses distances depuis longtemps avec son père.

Ronan Farrow a soutenu que l'éditeur n'avait pas contacté sa sœur Dylan pour comparer sa version à celle de son père adoptif, Woody Allen, ce qui est, pour lui, «un manque fou de professionnalisme». Depuis le début du

mouvement #MeToo en octobre 2017, Woody Allen a été rattrapé par les accusations d'abus sexuels lancées en 1992 par sa fille adoptive, Dylan Farrow, alors âgée de 7 ans.

«Cela démontre un manque d'éthique et de compassion pour les victimes d'agressions sexuelles», dénonce M. Farrow. «Déçu» d'avoir appris par la presse cette publication prochaine, Ronan Farrow a ajouté qu'il ne pourrait «pas travailler avec un éditeur qui se conduirait ainsi».

L'éditeur Grand Central Publishing, filiale d'Hachette, avait annoncé, lundi, à la surprise générale, avoir acquis les droits des mémoires du metteur en scène new-yorkais et leur publication prochaine, le 7 avril.

Selon la maison d'édition, «A propos of Nothing» (à propos de rien) est «un récit exhaustif de la vie de Woody Allen, à la fois personnelle et professionnelle», selon le descriptif publié par Grand Central Publishing.

À l'époque du mouvement #MeToo, après deux enquêtes distinctes de plusieurs mois, le procureur du Connecticut en charge du dossier avait décidé de ne pas inculper le réalisateur.

Il avait néanmoins déclaré publiquement toujours soupçonner Woody Allen mais avoir renoncé pour éviter à Dylan le traumatisme d'un procès à spectacle.

Soutenue par sa mère adoptive Mia Farrow et son frère Ronan, Dylan Farrow a renoué-

lé, début 2018, ses accusations, que Woody Allen a toujours réfuté.

Ronan Farrow a publié, en octobre, son second livre, «Catch and Kill», qui évoque les dessous de son travail d'enquête pour révéler les accusations de harcèlement et d'agression sexuelle dont fait l'objet le producteur Harvey Weinstein.

Succès d'édition, l'ouvrage est édité par la maison Little, Brown and Company, filiale d'Hachette et traduit en français chez Calman-Levy sous le titre «Les faire taire».

Contactés par l'AFP, Grand Central Publishing et Hachette Book Group n'ont pas donné suite dans l'immédiat. L. B.

## AGEND'ART

**Restaurant Marmita (rue Errazi, Oran)**

**Jusqu'au 5 mars :**

Exposition de photographie de rue intitulée «Chawari3» (les rues), dans le cadre de la 8<sup>e</sup> édition des journées de la photo d'Oran.

**Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)**

**Jusqu'au 13 mars :**

Exposition collective de peinture par les artistes de l'atelier Mira Naporowska (25 artistes peintres femmes).

**Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)**

**Jusqu'au 15 mars :**

Exposition collective de peinture «Lumières d'Algérie», avec les artistes Mayuka Wakai (Japon), Moncef Guita, Abdelhadi Talbi, Hachemi Ameur, Djazia Cherrih, Mejda Ben, Ahmed Chihabi, Ilyes Belkaïd, Sofiane Dey, Amel Dekar, Salah-Eddine Laloui, Nouicer Nedjm, Zoulikha Rediza et Ahmed Zerib.

**Galerie d'art de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih**

**Jusqu'au 10 mars :**

Exposition «Inspiration» de l'artiste-peintre Fatma-Zohra Bouaoui.



Arts martiaux

## Le Championnat d'Afrique de muay thai et le championnat arabe de kickboxing reportés

LE CHAMPIONNAT d'Afrique des nations de muay thai et le Championnat arabe de kickboxing, initialement prévus en ce mois de mars, respectivement en Tunisie et en Jordanie, ont finalement été reportés à des dates ultérieures, en raison de l'épidémie de coronavirus, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de la discipline. «Nous avons reçu plusieurs correspondances, notamment de la part des Fédérations tunisienne, africaine et internationale de muay thai, nous informant que le prochain Championnat d'Afrique des nations a été reporté à une date ultérieure, et ce, par mesure de sécurité, après l'importante propagation du coronavirus à travers le monde», a expliqué le président de la Fédération algérienne, Abbès Essid. Ce Championnat d'Afrique des nations seniors (messieurs et dames) de muay thai était prévu

du 4 au 8 mars courant en Tunisie, avec la participation de dix pays. Une compétition en prévision de laquelle la sélection algérienne avait effectué un dernier stage bloqué du 1<sup>er</sup> au 3 mars, au complexe sportif Seraïdi d'Annaba, avec la participation de 24 athlètes, dont onze dames. Même cas de figure pour le Championnat arabe (minimes, cadets juniors et seniors) de kickboxing, initialement prévu du 13 au 16 mars courant en Jordanie, et qui a été reporté au mois de juin prochain. L'Algérie devait également participer à cette compétition, pour laquelle elle avait mobilisé un total de trente athlètes, dans différentes catégories d'âge (dont six dames). L'épidémie de coronavirus, baptisée Covid-19, a fait son apparition en Chine, avant de se propager dans une soixantaine de pays à travers le monde, causant 3 100 décès.

## Handi-basket/Tournoi de qualification paralympique L'EN dispose de l'Egypte

LA SÉLECTION algérienne de handi-basket (Messieurs) a pris le dessus sur son homologue égyptienne 82-43 (mi-temps 42-25), mardi à Johannesburg, lors du match de la 3<sup>e</sup> journée du tournoi de qualification afro-paralympique de Tokyo-2020. Le Cinq algérien a pris le match en main dès le 1<sup>er</sup> quart de temps qu'il a d'ailleurs remporté (21-11), avant de poursuivre son ascendant sur une équipe égyptienne qui a tenté de revenir, en vain, au second quart perdu (21-14). Au 3<sup>e</sup> quart de temps, les Egyptiens ont perdu par un petit point (11-10), avant de sombrer lors du 4<sup>e</sup> et dernier quart (29-08) et au final 82-43. Après cette victoire, l'Algérie

prend provisoirement la première place avec 5 points, devant l'Afrique du Sud qui joue mardi en soirée contre le Maroc, pour le compte du dernier match du 1<sup>er</sup> tour qui définira les demi-finales, prévues vendredi. Quatre sélections chez les messieurs participent au rendez-vous de Johannesburg qui permettra au vainqueur de composer son billet aux Jeux Paralympiques de Tokyo-2020. En dames, dont le tournoi regroupe seulement l'Algérie et l'Afrique du Sud, les deux équipes en découdront, plus tard, pour un 3<sup>e</sup> match d'affilée. Les Algériennes ont remporté les deux premiers (53-33 et 57-24), avant un 4<sup>e</sup> match vendredi et la finale de samedi.

## Basket-ball / Nationale 1 dames (Mise à jour) Le GSP bat la JFK

LES BASKETTEUSES du GS Pétroliers se sont imposées devant leurs homologues de la JFK Kouba sur le score de 80 à 44, (mi-temps : 42-18), en match comptant pour la mise à jour du calendrier du Championnat de Nationale Une, disputé mardi à Alger. Toujours invaincues cette saison, les championnes d'Algérie en titre qui ont disputé

leur dernier match en retard, ont repris la tête du classement avec 24 points, alors que les Koubéennes occupent la dernière place conjointement avec l'USA Batna (13 points). Cette confrontation avait été reportée à cause de la participation du GS Pétroliers aux Jeux arabes des clubs féminins, disputés début février aux Emirats arabes unis.

## Coupe arabe des nations (U-20) Finale Akram Zerhouni arbitre assistant pour Tunisie-Sénégal

L'ARBITRE algérien Abbès Akram Zerhouni a été retenu par l'Union arabe de football (UAFA) en tant que premier assistant pour la finale de la Coupe arabe des nations des moins de 20 ans (U-20), prévue mercredi entre la Tunisie et le Sénégal, au stade de l'Emir Mohamed Ben Fahd à Dammam (Arabie saoudite) à 17h30 (heures algériennes), a annoncé mardi l'instance arabe sur son compte officiel Twitter. Cette rencontre a été confiée à l'arbitre saoudien Fayçal Al-

Baloui, alors que le deuxième assistant est le Saoudien Naceur Al-Kahtani. Le quatrième arbitre étant l'Algérien Lotfi Bekouassa. La Tunisie s'est qualifiée pour la finale, en éliminant le Maroc (4-0), tandis que le Sénégal, invité à cette compétition, a disposé de l'Egypte grâce à la séance fatidique des tirs au but (1-1, aux t.a.b : 6-5). L'équipe nationale algérienne, dirigée par Saber Bensmain, a été éliminée en quarts de finale.

## Coupe d'Algérie (1/8<sup>es</sup> de finale)

# Des chocs intéressants en quarts

■ Des chocs intéressants sont programmés pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football avec la qualification des deux dernières équipes, l'ASM Oran et le Paradou AC.



CABBA-ESS, choc des quarts

Par Mahfoud M.

L'ASM Oran retrouve les quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football, six ans après sa dernière qualification à ce tour de la compétition footballistique la plus populaire. Le deuxième club phare de la capitale de l'Ouest n'a pas laissé passer l'opportunité de recevoir mardi chez lui son adversaire du jour, l'ASO Chlef (Ligue 1), pour le battre sur la plus petite des marges. C'est la deuxième fois en l'espace de six ans que les Oranais se qualifient aux quarts de finale de la compétition. La dernière fois où ils ont atteint ce stade avancé de l'épreuve remonte à 2014, rappelle-t-on. A l'époque, les gars de M'dina J'dida n'ont pu prendre la

revanche de leurs voisins du MC Oran, éliminés en huitièmes de finale par leur même adversaire, en l'occurrence, le MO Béjaïa, futur vainqueur de ladite édition. De son côté, le Paradou AC qui a terminé les 120 minutes de la rencontre face à l'ES Guelma sur un score vierge, a arraché le billet de la qualification aux pénaltys (4/3). Pacistes et Oranais se rencontreront donc le 11 mars prochain dans une confrontation aller qui promet. Pour ce qui est du reste des matchs, il faut savoir que l'US Biskra rencontrera le WA Boufarik dans un match très relevé, sachant que les gars de Boufarik ont déjà éliminé le MCA et le MCO. Le match choc des quarts de finale opposera le CA Bordj Bou Arréridj à l'ES Sétif

dans un derby très passionnant, alors que l'USM Bel Abbès croisera le fer avec l'Amel Boussaâda. Il faut savoir que les quarts de finale de ce tour se joueront en aller et retour, ce qui est une nouveauté cette saison, étant donné qu'ils se jouaient en un seul match dans le stade du premier tiré lors du tirage au sort.

M. M.

### Le programme complet :

**Mardi 10 mars :**  
US Biskra-WA Boufarik 15h00  
CABB Arréridj-ES Sétif 16h00  
**Mercredi 11 mars :**  
USM Bel-Abbès-Amel Boussaâda 16h00  
Paradou AC-ASM Oran 16h00  
**NB :** les quarts de finale (retour) se joueront les 20 et 21 mars.

FC Naples

## Ghoulam reprend petit à petit

De retour de blessure, Faouzi Ghoulam a réussi à retrouver le groupe du Napoli et travailler aux entraînements pour avoir la confiance de son coach Gennaro Gattuso.

Selon «Il Mattino», le latéral gauche est en train de réaliser de bonnes choses aux entraînements et le staff technique du

Napoli a noté des progrès dans le niveau de l'ancien de Saint-Etienne.

Le même média rapporte qu'une discussion a eu lieu entre l'entraîneur Gattuso et Ghoulam pour expliquer à ce dernier qu'il aura des chances pour jouer lors des prochains matchs.

Pour rappel, le joueur est de

USM Annaba

## Les supporters veulent une société nationale

Plusieurs dizaines de supporters de l'USM Annaba (ligue 2 de football professionnel) se sont rassemblés mardi devant le siège de la wilaya, pour demander qu'une société nationale prenne en charge financièrement leur club de cœur, a-t-on constaté.

Les supporters ont brandi des pancartes hostiles aux diri-

geants actuels de l'équipe, réclamant le départ du président du conseil d'administration de la société sportive par actions (SSPA/USMA), Abdelbasset Zaim, et celui du président du club amateur, Mohamed El Hadi Keroun.

Plus tôt dans l'après-midi, les supporters avaient entamé une marche depuis la place de la

Révolution en passant par le centre-ville avant d'arriver devant le siège de la wilaya.

Ces supporters se sont dispersés dans le calme, après que le wali Djamel Eddine Berimi eut reçu leurs représentants pour écouter leurs préoccupations, leur promettant de traiter ce sujet avec les instances concernées.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tassili Airlines

## Ouverture de la desserte Alger-Mechria

LA COMPAGNIE aérienne Tassili Airlines, filiale de Sonatrach, a effectué ce mercredi son premier vol domestique régulier entre Alger et la ville de Mechria (wilaya de Naama), a indiqué la compagnie nationale dans un communiqué. Programmé chaque mercredi, samedi et dimanche, «ce nouveau vol permettra de raccourcir les temps très appréciable au profit de nos concitoyens désirant se rendre à l'une ou l'autre destination, en 1h30 de vol», souligne la même source. Par ailleurs, le renforcement de la ligne Alger-el Oued-Alger est devenu effectif depuis ce mardi, avec la mise en place de deux vols supplémentaires venant renforcer la rotation opérée chaque vendredi, fait savoir Tassili Airlines. La ville de Ghardaïa, connaîtra quant à elle, dès ce jeudi, la mise en place d'un vol bi hebdomadaire, programmé chaque jeudi et samedi.

Mascara, quant à elle connaîtra dès le 26 mars prochain, la programmation de deux vols réguliers programmés chaque jeudi et dimanche. Pour accompagner ces nouvelles offres de transport aérien, Tassili Airlines a réduit ses tarifs vers ces destinations, dans le cadre d'un programme promotionnel de lancement, de -30%, aussi bien en aller simple qu'en aller-retour. Selon la compagnie aérienne, cette promotion demeurera en vigueur durant les 30 jours suivant la date de lancement de chaque vol, avec une période de voyage valable pendant 6 mois. Pour rappel, les voyageurs souhaitant emprunter les vols de Tassili Airlines pourront acheter leurs billets à travers son réseau de vente national composé de 17 agences relevant de la compagnie et 278 agences de voyages agréées. Le site internet de Tassili Airlines [www.tassilairlines.dz](http://www.tassilairlines.dz) permet également les achats par carte de paiement électronique. L. T.

Au niveau de l'est et du centre d'Alger

## Perturbation en eau potable du dimanche au jeudi

UNE PERTURBATION en eau potable est prévue le dimanche 8 mars à 00h00 au jeudi 12 mars à 9h00 au niveau de l'est et du centre d'Alger, en raison des travaux de maintenance annuels de la société HWD en charge de l'exploitation de la station de dessalement de el Hamma, a indiqué mercredi un communiqué de la société des eaux et de l'assainissement d'Alger «SEAAL». Des dispositions seront prises par la SEAAL sur le terrain pour compenser une partie de la production et réduire l'impact sur la

population, ajoute le communiqué. La SEAAL met en place un dispositif de citernage afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers pour réduire les désagréments ainsi que la population dans les limites de ses possibilités. La situation se rétablira progressivement durant la journée du jeudi, précise la même source. Pour toutes informations, SEAAL met à la disposition des clients le numéro de son centre d'appel téléphonique le 1594 opérationnel 24/24, 7j/7. APS

Fondation Asselah

## Conférence de l'historien Abderrahmane Khelifa

LA FONDATION Asselah Ahmed et Rabah a le plaisir de vous inviter à la conférence «Histoire chronologique de l'Algérie, des origines à aujourd'hui» que donne Abderrahmane Khelifa, historien, le samedi 07 mars 2020 à 14h30, au siège de la Fondation, 29 boulevard Zighout Youcef, Alger-Centre.

Boumerdès

## Plus de 12 000 arbres fruitiers partis en fumée en une année

PLUS de 12 000 arbres fruitiers, dont une majorité d'oliviers, ont été brûlés à Boumerdès, suite à des incendies déclarés durant l'année 2019, a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la Protection civile de la wilaya. «Ces incendies, déclarés pour la plupart, durant les mois de juin, juillet, août et septembre derniers, suite à la vague de chaleur enregistrée dans la région, n'ont pas causé de pertes en vies humaines», a indiqué à l'APS, le chargé de la communication auprès de ce corps constitué, le lieutenant Hocine Bouchachia. Il a fait également part de la perte, à la même période, de 60 ha de forêts, sept ha de récoltes agricoles, 3 200 bottes de foin, 560 ha de maquis et 130 ha d'herbes sèches, à cause des incendies. Le même bilan fait, en outre, état de plus de 1 700 interventions effectuées par les unités de la Protection civile de la wilaya, pour l'extinction de 60 incendies de forêts, une centaine de feux dans des vergers d'arbres fruitiers, et une vingtaine de feux de foin et de fourrages. A cela s'ajoute, une dizaine d'interventions pour des incendies de récoltes, plus de 1 100 pour des feux d'herbes sèches et 370 interventions pour des feux de maquis, est-il précisé de même source. Ce total d'interventions ont mobilisé plus de 200 agents relevant des différentes unités de la protection civile disséminées à travers Boumerdès, avec le soutien de l'unité principale du chef-lieu de la wilaya, et de la nouvelle unité mobile installée, avant l'été, au niveau de la commune de Beni Amrane, outre des camions anti-incendie, des ambulances, et des véhicules de communication, a souligné le même responsable.

Maya H.

## L'immigration clandestine en Méditerranée



Loumis

Djalou@hotmail.com

Naâma

## Plus de 11 quintaux de kif traité saisis

■ Une grande quantité de kif traité s'élevant à onze quintaux et 74 kilogrammes a été saisie, hier, par des éléments de la Gendarmerie nationale à Nâama, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

«D ans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des opérations visant à déjouer les tentatives de narcotrafic dans notre pays, des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi, avant-hier 3 mars 2020, une grande quantité de kif traité s'élevant à onze quintaux et 74 kilogrammes lors d'une opération de recherche et de fouille dans la commune de Djenine Bourezg, wilaya de Nâama», précise le MDN. Cette opération de qualité vient s'ajouter aux multiples opérations ayant permis de déjouer l'introduction et le colportage de ces poisons dans notre pays, et réitère le professionnalisme, la vigilance et la disponibilité per-



manente des unités de l'Armée nationale populaire et des différents services de sécurité dans leur lutte contre toutes les

formes de la criminalité organisée, ajoute la même source.

S. O./APS

Annaba /En raison de poursuites judiciaires

## Le président de l'APC de Oued El Aneb suspendu de ses fonctions

Le président de l'Assemblée populaire communale de Oued El Aneb, relevant de la daïra de Berrahal (Annaba), a été suspendu de ses fonctions, mercredi, en raison de poursuites judiciaires, a-t-on appris de la cel-

lule de communication de la wilaya. La même source a précisé, à ce propos, que la décision de suspendre de ses fonctions cet élu du Front de libération nationale (FLN) intervient suite à une décision du chef de l'exécutif

local, Djamel Eddine Berimi. Pour rappel, la wilaya d'Annaba qui compte 12 communes, a également enregistré la suspension des présidents des Assemblées populaires communales de Ain Berda, El Hadjar et Sidi Amar en raison également de poursuites judiciaires. A noter que les décisions de suspendre ces élus de leurs fonctions sont dictées par l'article 43 du code communal stipulant que «tout élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour un crime ou un délit en rapport avec les deniers publics, pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires ne peut poursuivre valablement son mandat électif et est donc suspendu par arrêté du wali jusqu'à l'intervention du jugement définitif de la juridiction compétente et en cas d'acquiescement, l'élu reprendra automatiquement et immédiatement ses fonctions». Lyes C.